

Procédures de la réglementation environnementale applicables au projet

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

A1* Evaluation environnementale Livre 1er Dispositions communes / CHAPITRE II

« Construction de pistes cyclables et voies vertes de plus de 10 km » le projet est **soumis à évaluation environnementale au cas par cas** (Article R122-2, Annexe rubrique 6 /a)

Bien que constitué en part significative de tronçons de voies existantes le projet de la CCMP a été soumis à procédure de cas par cas.

Par deux fois l'Autorité environnementale AURA a jugé qu'une évaluation environnementale était nécessaire, malgré une incidence par ailleurs non significative, du fait essentiellement de l'aménagement du tunnel de Mounes abritant des gîtes hivernaux et estivaux de chauves-souris.

Le nouveau projet évite désormais ce tunnel, par une courte bretelle en tracé neuf (300 m dans un boisement sans enjeu écologique particulier). Une évaluation environnementale ne semble plus utile.

A2* « Loi sur l'Eau » Livre II Milieux Physiques / Eau et Milieux aquatiques / Activités Installations et Usages / Régimes d'Autorisation et déclarations, article R214-1 et suivants

Au titre de l'Article R214-1, **le projet de la CCMP ne ressortit d'aucun IOTA :**

–**Aucun ouvrage sur des cours d'eau** (tous les cours d'eau franchis sont enjambés par des ouvrages hydrauliques ferroviaires existants, de l'ancienne voie ferrée).

–**Aucun remblai supplémentaire** dans le lit majeur de cours d'eau.

–**Aucune emprise sur une zone humide**

–**Les rejets d'eaux pluviales ne sont pas augmentés significativement** par le projet par rapport à la situation actuelle : les eaux de plateformes sont évacuées latéralement de façon diffuse et infiltrées dans le remblai de la voie ferrée ou de la piste nouvelle tout le long de l'itinéraire (aucun réseau de collecte d'eau pluviale n'est prévu).

Un dossier de déclaration ou autorisation « Loi sur l'Eau » n'est pas nécessaire.

A3* Espèces protégées : Livre IV Patrimoine naturel, articles L411-1 et suivants

Après évitement complet des tunnels, le projet de Véloroute Voie Verte de la CCMP n'a **plus aucune incidence significative sur l'état de conservation local d'espèces animales protégées**. Il n'a **aucune incidence sur des espèces végétales protégées**.

Il n'est a priori pas nécessaire de solliciter une dérogation pour destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats, à ce stade (sauf découverte locale ultérieure significative).

A4* NATURA 2000 : Livre IV Patrimoine naturel, article R414-18 et suivants

Le projet n'a aucune incidence directe ou indirecte sur les sites du réseau Natura 2000, ou sur l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire qu'ils recèlent.

Une **évaluation d'incidence NATURA 2000**, et a fortiori une demande d'autorisation N 2000, sont **inutiles**.

Procédures spécifique liées au « déboisement »

B1* CODE FORESTIER

Article L341-3 « Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts **sans avoir préalablement obtenu une autorisation.** »

(Article L341-2 « I.-Ne constituent pas un défrichement : ...4° Un déboisement ayant pour but de créer à l'intérieur des bois et forêts les équipements indispensables à leur mise en valeur et à leur protection ou de préserver ou restaurer des milieux naturels, sous réserve que ces équipements ou ces actions de préservation ou de restauration ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire »)
Article L341-7 « Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à une autorisation administrative, à l'exception de celles prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier et au chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement, nécessite également l'obtention d'une autorisation de défrichement, celle-ci doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative.

B2* CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Article R122-2 Rubrique 47 « Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.

a) a) **Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. » :**
PROJETS soumis à évaluation environnementale au cas par cas (pour l'application de l'évaluation environnementale)

Evaluation de la Surface défrichée dans le projet de Véloroute de la CCMP :

Les surfaces s'entendent de surfaces déboisées dont la destination forestière change définitivement. A ce titre les emprises de terrassements (talus amont et aval) éventuellement reboisées n'entreraient pas dans le calcul.

Défrichements dans parcelles boisées pour tracé neuf, 10 m de large en moyenne (chaussée + talus)

Si les talus sont reboisés, le défrichement définitif peut être limité à la plateforme elle-même (5 m de large)

—Côte des Chirattes, commune de Burdignes Parcelle AI 82 privée

dans bosquet 7500 m² environ : 200 m de chemin neuf 2000 m² de défrichement

—Evitement du tunnel de Mounes, commune de Burdignes Parcelles AE 68 et 88 privées

dans massif forestier >4ha : 300 m de chemin neuf 3000 m² de défrichement

—Evitement du Tunnel du Sismographe, Badol, communes de Burdignes et St-Sauveur-en-Rue terrains privés

attenant massif forestier >4ha : 650 m de chemin neuf 6500 m² de défrichement

Dégagements d'emprise sur structure voie ferrée conservée 5 m de large maximum, définitif) : est-ce considéré comme un déboisement, ou comme une remise en état ?

Une partie de ces emprises appartient peut-être encore à la SNCF ?

—Ouvrage de Bénévis-L'Homme : 375 m de long voie à dégager 1875 m² à dégager

—Tronçon Mounes-Sismographe : en partie non boisé, 830 m voie à dégager 4150 m² à dégager

Au total :	9500 m ² de déboisement en parcelles privées de la forêt de Taillard	0,425 ha déf.
	2000 m ² de déboisement dans bois privé <1ha Côte de Chiratte	0,1 ha déf.
	6025 m ² dégagement de voie ferrée boisée : remise en état ?	0,6 ha déf ???)

Selon interprétation, le défrichement total serait compris entre 0,525 ha et 1,75 ha (talus et voie compris)

A vérifier avec les services instructeurs de l'Etat : **très probablement soumis à évaluation au cas par cas.**

Les incidences de ces différents déboisements restent cependant **non significatives**, tant pour la production forestière que pour la biodiversité, et améliorent la fonctionnalité récréative de la forêt de Taillard.